Nations Unies S/2012/439



Conseil de sécurité

Distr. générale
13 juin 2012
Français
Original : anglais

Lettre datée du 13 juin 2012, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une lettre datée du 1er juin 2012 que m'a adressée le Président du Bénin et Président en exercice de l'Union africaine, Boni Yayi, concernant la situation sur le plan de la sécurité en Afrique, et notamment au Mali (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir le communiquer aux membres du Conseil.

(*Signé*) **BAN** Ki-moon

12-37366 (F) 150612 180612





Annexe

Lettre datée du 1er juin 2012, adressée au Secrétaire général par le Président de l'Union africaine

[Original : français]

En ma qualité de Président en exercice de l'Union africaine, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance ce qui suit :

Au moment où le continent africain se bat pour faire face aux défis de développement devant lui permettre de mener ses peuples au progrès et au bien-être social, nous enregistrons la résurgence des crises et la dégradation de la situation sécuritaire en Afrique.

Cette situation observée ces derniers mois dans la bande sahélo-saharienne et dans la Corne de l'Afrique est assez préoccupante.

S'agissant particulièrement de la bande sahélo-saharienne, le cas du Mali est très inquiétant. En effet, l'effondrement de l'armée et l'éviction de l'ensemble des structures de l'État ont créé les conditions d'un contrôle de l'ensemble du nord (plus de 800 000 kilomètres carrés) par Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) et les différents réseaux mafieux. Le Mouvement national pour la libération de l'Azawad et Ansar Eddine ont servi de paravent à AQMI qui, à présent, a toute latitude pour mener ses activités dans et à partir du Sahel.

L'interconnexion entre les peuples de l'espace du Sahel et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'internationalisation des effectifs font du Sahel un danger pour tous les pays de la région et même au-delà. Il est, en effet, à la fois une passerelle vers d'autres zones, un sanctuaire servant de base logistique, de formation, de regroupement pour l'ensemble des groupes salafistes et islamistes du Maghreb et d'Afrique subsaharienne, de la mouvance jihadiste mondiale et enfin un réservoir de recrutement.

S'il n'est pas rapidement mis fin à la situation actuelle, chaque pays voisin y verra la naissance de son Ansar Eddine qui aura pour objectif de mener le jihad (guerre sainte) sur son sol national à l'image de Boko Haram.

En outre, AQMI étant géographiquement installé au cœur de la sphère musulmane de l'Afrique constituée de populations jeunes, désœuvrées en quête de repères et de perspectives, toutes les populations du Sahel et de la CEDEAO peuvent se retrouver déstabilisées et offrir un terreau favorable au recrutement et à la récupération.

À la prolifération des armes légères et de petit calibre, s'ajoute un phénomène non moins dangereux, celui de la criminalité transnationale organisée, particulièrement celui de la drogue et des stupéfiants. Selon les informations qui nous sont parvenues, 100 tonnes de cocaïne transitent en moyenne chaque année par le Sahel, soit environ 40 % de la consommation européenne.

Il y a aussi l'impact des rançons payées pour la libération des otages évaluées à près de 200 millions de dollars des États-Unis par an dans un environnement de pauvreté et de précarité.

Au regard de tous ces faits, j'en appelle à tous les pays membres du Conseil de sécurité et particulièrement à ses membres permanents afin que sans délai ils

accompagnent la décision de l'Union africaine d'envoyer une force militaire africaine composée notamment de celle de la CEDEAO.

Il s'agira essentiellement :

- De votre une résolution pour tenir compte des répercussions désastreuses sur la déliquescence des valeurs du monde libre à savoir, la paix, la sécurité, la stabilité du monde, et sur chaque citoyen de notre planète et pour éviter que nous favorisions un Afghanistan ouest africain;
- D'accepter la requête conjointe du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, de la CEDEAO demandant au Conseil de sécurité de voter une résolution forte pour donner une couverture onusienne à cette force interafricaine en vue d'une intervention très rapide à l'effet de débarrasser cette partie de l'Afrique du péril terroriste auquel chaque citoyen du monde est aujourd'hui confronté:
- De mettre à la disposition de cette force interafricaine la logistique, le matériel aérien ainsi que d'autres matériels; ladite force procédera rapidement à la reconstitution, à la sécurité des institutions et des personnalités du Mali, au renforcement des capacités de l'armée malienne, au rétablissement de sa chaîne de commandement en vue de débarrasser l'Afrique de l'Ouest de ce péril terroriste et sa criminalité de toute sorte.

Le temps joue absolument contre nous car, après la destruction du Mali traditionnellement démocratique, la prochaine cible risque d'être le Niger et ses ressources du sous-sol (uranium, pétrole, gaz) et enfin les autres États de la sous-région, la méditerranée, l'Europe, l'Asie et l'Amérique.

AQMI est une branche d'Al-Qaida qui opère en Afghanistan et de Boko Haram qui opère au Nigéria.

Le péril de l'intolérance religieuse est réel et il est là. Il s'agit de transformer toute l'Afrique de l'Ouest en république islamique basée sur la charia.

C'est un cri de cœur que je lance au nom du continent africain et je vous serais infiniment reconnaissant d'écouter cette voix d'un continent vaste de plus de 30 millions de kilomètres carrés, un continent qui est un scandale géologique impressionnant, un continent plein d'espoir et d'espérance.

Avec la paix et la stabilité, ce continent qui a donné les signes d'une relance économique, pourrait être le moteur, l'un des pôles de croissance forte à même d'entraîner notre planète si l'on tient compte de ses efforts à instaurer la meilleure gouvernance des affaires et le renforcement de la démocratie, de l'état de droit ainsi que le renforcement des institutions.

Il y va de notre intérêt à tous d'agir vite car notre destin est commun.

Afin de me permettre de rassurer mes collègues du continent, une prompte réponse de votre part sera appréciée.

Je sais pouvoir compte sur votre contribution pour sauver notre monde du danger qui le menace.

(*Signé*) Dr Bonin **Yayi**